

Service Santé Protection Animale et environnement  
3 rue Jehan Pinard  
BP 19  
89000 Auxerre

Auxerre, le 22/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCEA LES TREMBLATS II**

CHEZ PROVENT SDPR  
1324 Avenue des Landiers - BP714  
73000 Chambéry

Références : CLB/ID N°24 000 028  
Code AIOT : 0058900008

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement SCEA LES TREMBLATS II implanté LES TREMBLATS 89310 Annay-sur-Serein. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel des contrôles, qui prévoit un contrôle trisannuel de ce type d'installation (IED)

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA LES TREMBLATS II
- LES TREMBLATS 89310 Annay-sur-Serein
- Code AIOT : 0058900008
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La SCEA les Tremblats II exploite un élevage de porcs reproducteurs régulièrement autorisé par un arrêté de 1987, complété en 2010 suite au premier bilan de fonctionnement au titre des IPPC. Le ré-examen au regard des MTD a été correctement effectué dans les délais prévus

### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammoniac élevage IED
- AN24 Prévention accident élevage

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
7	Consignes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Vérification des MTD ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
2	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
4	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
6	Installations électriques et réseau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
8	Travaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2
9	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
10	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
11	Isolement des réseaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle au titre des émissions d'ammoniac ne révèle pas de non conformité.

Au titre des mesures de prévention des risques, les non-conformités sont essentiellement documentaires (plan à mettre à jour, consignes manquantes...).

Toutefois, les moyens de lutte contre l'incendie sont insuffisants :

La réserve incendie est détériorée et son volume utile est inconnu, mais les 2000 m3 précisés dans l'arrêté de 2010 ne peuvent pas être stockés

Certains extincteurs, spécifiques des risques électriques ou hydrocarbures, sont absents

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Vérification des MTD ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bref IRPP
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques. II. Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis son dossier de réexamen IED à l'inspection le 30 août 2018. Les Meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'élevage intensif de porcs relatives à l'émission

d'ammoniac et applicables à l'installation sont les MTD 3, 14, 17, 23 et 30 du BREF2017.

MTD 3 : réduction de l'excrétion d'azote :

--> alimentation multiphase : 6 recettes en fonction du stade physiologique

--> teneur en protéine adaptée aux besoins de chaque stade

L'exploitant a transmis à l'inspection les données et formulations de la composition de l'alimentation composée in situ (éléments devant rester confidentiel).

MTD 14 : diminution des émissions d'ammoniac du stockage de la fraction solide des effluents par réduction de l'emprise au sol.

MTD 17 : réduction des émissions d'ammoniac du stockage de la fraction liquide des effluents en limitant l'agitation du lisier dans la lagune.

MTD 23 : L'exploitant calcule la réduction globale des émissions d'ammoniac et transmet annuellement son Bilan réel simplifié et les outils de calcul.

MTD 30 : réduction des émissions d'ammoniac par chasse bimensuelle du lisier des préfossees vers l'installation de stockage extérieure

MTD 21 et 22 non applicables : L'épandage des effluents d'élevage est externalisé

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Déclaration GERE

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Rapportage

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »

### **Constats :**

L'exploitant transmet sa déclaration relative aux émissions atmosphériques d'ammoniac sur l'appliquet GERE ; son Bilan réel simplifié et les outils de calcul sont bien annexés à la déclaration.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Recensement des risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, risque incendie

### **Prescription contrôlée :**

I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).

L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.

L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.



L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.

II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées.

**Constats :**

L'exploitant présente un plan aérien unique de l'installation dénommé "Plan zones à risque d'incendie". Ce plan est disponible sur un panneau d'affichage dans le bureau d'accueil.

Ce plan indique la localisation des toitures en fibrociment d'amiante, de la coupure électrique générale, de l'accès « pompiers », de la réserve d'eau incendie, de la fosse à lisier, d'un stockage de produits (150L), et d'un stockage de fioul (5000L), ainsi que l'emplacement de 10 zones à risque sans précision.

Ce plan ne permet pas de localiser la totalité des zones à risques, ni de les différencier, notamment l'emplacement du groupe électrogène, du local du TGBT, ainsi que la distinction des diverses matières combustibles avec leurs quantités.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter son plan de l'installation comme demandé dans le présent article, notamment identifier chaque zone et différencier le risque incendie et le risque explosion.

Ce plan devra être tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et affiché dans l'ensemble des différents bâtiments.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Accès véhicules à l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

**Constats :**

L'article 171 de l'Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 05 août 2010 stipule « Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie ».

L'installation est accessible. Les voies de circulation sont dégagées. Une voie de circulation est aménagée sur tout le périmètre du site pour permettre le passage des engins des services d'incendie ; cette voie permet de rendre accessible tous les bâtiments de l'installation.

Les véhicules des employés sont stationnés sur un emplacement dédié. Ils ne gênent pas la voie de circulation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Vérifier l'accessibilité à la réserve incendie

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :**

Les consignes sont affichées à l'entrée de chaque bâtiment.

L'installation dispose d'une réserve d'eau accessible, par un chemin carrossable mais sans

indication. La bâche étanche en est déchirée à plusieurs endroits ne permettant pas de vérifier si le volume stocké est suffisant.

Un parc de 31 extincteurs est réparti sur l'ensemble des bâtiments. La dernière vérification périodique a été effectuée le 18 avril 2024 ; son rapport a été fourni à l'inspection.

Aucun extincteur n'est disponible à proximité de la cuve de fioul, ni à proximité des portes de sortie de secours des bâtiments d'élevage et des installations électriques de la séparation de phase des effluents.

La localisation des extincteurs sur un plan est peu précise ou erronée.

De même, la localisation du dispositif de coupure électrique générale de l'installation est présent sous verre dormant à l'entrée du bâtiment administratif, mais localisé vers le TGBT sur le plan.

La vanne de barrage fioul n'est pas signalée depuis l'extérieur du bâtiment, ni reportée sur le plan de l'installation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le volume disponible de la réserve d'eau doit être vérifié. Le cas échéant, la bâche doit être réparée pour rétablir le volume de 2000 m<sup>3</sup> indiqué dans le dossier.

Un extincteur à poudre doit être placé à proximité de la cuve de fioul, et un extincteur à CO<sub>2</sub> à proximité de chaque armoire électrique (au moins 1 par bâtiment)

A défaut, un avis du SDIS pourra utilement être demandé pour vérifier l'adéquation des moyens au regard du risque présent sur l'installation dans sa globalité, portant sur le volume de la réserve nécessaire et sur le nombre et le type d'extincteurs et leurs localisations.

En tout état de cause, le plan doit être complété et corrigé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Installations électriques et réseau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

**Constats :**

Les installations électriques sont vérifiées tous les ans par un professionnel. La dernière vérification périodique a été effectuée le 05 février 2024 ; le rapport présenté mentionne plusieurs non-conformité

L'exploitant indique que les non-conformités seront levées prochainement par l'intervention successive d'un électricien et que les tableaux électriques inutilisés seront déposés ou signalés

comme non utilisés.

D'anciens tableaux électriques inutilisés sont toujours présents dans certains bâtiments ou locaux techniques.

Un registre des risques a été présenté à l'inspection, dans lequel sont regroupés les FDS, des plans, les rapports des dernières vérifications électriques et des extincteurs.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra, dans les meilleurs délais, les devis relatifs à l'intervention de l'électricien pour la levée des non-conformités électriques et proposera à l'inspection un échéancier des travaux à réaliser.

Les plans prévus aux articles 8 et 13 doivent être complétés, ou mis à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Consignes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.

Les consignes précisent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le Document unique d'évaluation des risques professionnels de l'établissement.

Des consignes de sécurité sont affichées à divers endroits de l'installation.

Aucune procédure n'est formalisée pour les manipulations de produits dangereux.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Des procédures et consignes doivent être rédigées et affichées ou rendues disponibles avec les fiches de sécurité des produits dangereux
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8 et présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ;</li> <li>- la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ;</li> <li>- les moyens et consignes d'alerte.</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'interdiction de feu est affichée.</p> <p>En revanche, aucune consigne n'est formalisée pour les travaux nécessitant la mise en œuvre de point chaud. Le formulaire de « permis de feu » présenté n'est pas utilisé.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit formaliser la procédure relative aux travaux nécessitant l'élaboration d'un « permis de feu » et les consignes de sécurité associées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Accès aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Accès aux installations.</p> <p>L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'interdiction d'accès des installations aux personnes extérieures non autorisées est affichée à divers endroits de l'installation</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 10 : Stockage et rétention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, risque incendie

### **Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.

### **Constats :**

La cuve de fioul est associée à une rétention bétonnée de capacité équivalente au volume de la cuve

Dans le local "fabrication des aliments", des bidons de produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement sont stockés sur un bac de rétention de 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Dans le bâtiment « atelier », un stockage sur palette de bidons (Nutriostart), présentant un

étiquetage de sécurité pour des produits corrosifs, ne dispose pas de dispositif de rétention. L'exploitant indique que ce stock est provisoire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les bidons de produits corrosifs doivent être placés sur un dispositif de rétention adapté en tout temps

**Type de suites proposées :** Sans suite



N° 11 : Isolement des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. - Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif est positionné en amont des équipements de stockage ou de traitement. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La localisation du dispositif de commande figure sur le plan des réseaux. Les dispositions du présent point sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er novembre 2022. Les dispositions du présent point sont également applicables aux installations faisant l'objet d'une modification substantielle comportant de nouvelles constructions, lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et dont le dépôt du dossier complet intervient à compter du 1er novembre 2022. Pour ces installations, les dispositions sont applicables uniquement aux nouvelles constructions.
<b>Constats :</b> Sans objet, prescription non applicable à cette installation existante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Annexe confidentielle**

**Non communicable au public**

**Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible <sup>(1)</sup>
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

Information confidentielle :

le nutriostart est un complément alimentaire, acidifiant pour inciter les truies à boire (prévention des cystites, pathologie récurrente en atelier naisseur)